



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



Direction Inspection Contrôle Audit

Affaire suivie par :

[REDACTED]

Courriel : [REDACTED]

Dijon, le 18 MARS 2025

Le directeur général de l'agence régionale de santé

à

Monsieur le Directeur de l'EHPAD Béthanie Les Amis Des  
Vieillards

23 rue de Sainte-Marie

25750 DÉSANDANS

**RAR N° 2C 182 993 1834 8**

**Objet : notification des mesures définitives suite au contrôle sur pièces réalisé au titre des articles L313-13 et suivants du code de l'action sociale et des familles – 250007614 – EHPAD Béthanie – DESANDANS**

**PJ : - tableau des mesures définitives  
- tableau de suivi RH**

A la suite du contrôle sur pièces de l'établissement visé en objet dont vous assurez la gestion, je vous ai adressé, par lettre du 30 janvier 2025, les mesures correctives envisagées ainsi que le rapport de la mission de contrôle afin de vous aider à restaurer au sein de votre établissement les conditions d'installation, d'organisation et de fonctionnement garantissant la qualité et la sécurité des prises en charge de vos résident(e)s.

Dans le cadre de la procédure contradictoire et en application des articles L121-1 et L122-1 du code des relations entre le public et l'administration, un délai de 15 jours vous a été accordé afin de pouvoir apporter des éléments de réponse aux prescriptions et recommandations envisagées et vos commentaires éventuels sur le rapport. Un délai supplémentaire vous a, par ailleurs, été accordé par mes services.

Cette échéance passée, aucun élément de réponse et/ou commentaire éventuel de votre part a été transmis à mes services.

Aussi, par le présent courrier et conformément à ce que je vous annonçais dans ma lettre du 30 janvier 2025, je vous notifie les mesures définitives relatives aux prescriptions et recommandations. Elles sont rassemblées dans le tableau joint en annexe et classées par ordre de priorité.

J'appelle votre attention sur l'importance d'assurer la mise en œuvre et la prise en compte dans votre établissement de ces mesures.

Ces dernières feront l'objet d'un suivi par mes services et plus particulièrement par : [REDACTED]  
[REDACTED] de mission médico-social secteur « personnes âgées », à la direction territoriale du  
DOUBS : [REDACTED]

Par ailleurs et afin de renforcer les conditions d'un accompagnement de proximité entre mes services et la direction de votre établissement, je vous remercie de bien vouloir compléter le fichier « tableau suivi RH » en pièce jointe. Ce dernier permettra d'assurer un suivi spécifique sur la thématique des ressources humaines de votre établissement et d'apprécier la stabilité de ses équipes soignantes.

Il sera à adresser (en format Excel) au ou à la chargée de mission ARS susmentionnée, en charge du suivi, à 6 mois à compter de la réception du présent courrier.

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois :

- D'un recours gracieux à mon attention,
- D'un recours hiérarchique auprès de la Ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles,
- D'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Dijon. Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <http://www.telerecours.fr>

Le directeur général,  
[REDACTED]

Copie à :

Madame la Présidente  
Conseil Départemental du Doubs  
7 Avenue de la Gare d'Eau  
25031 BESANÇON CEDEX

Tableau des mesures éducatives  
Prescriptions

N°		Libellé	Fondement juridique	Délai	Eléments de preuve à fournir	Référence rapport (R)	Level QM/ Absolue	Date de la levée	Observations
Prescriptions									
1		Mettre en œuvre une démarche active de recrutement d'un temps médical coordonnateur en conformité avec la capacité de l'établissement et disposant de la qualification requise et proposer, dans l'intervalle, une solution transitoire alternative permettant de venir en soutien des équipes soignantes.	Article D.312-156 du CASP Article D.312-157 du CASP Article D.312-158 1° CASP	6 mois	Action mise en œuvre Publication d'offres d'emploi Contrat de travail Autres modalités d'intervention proposées	R3 R12	N		Absence de réponse de la structure. La prescription est maintenue
2		Renforcer l'organisation des soins afin de garantir des prestations individualisées et adaptées au sein de l'établissement par des équipes pluridisciplinaires qualifiées : - en évaluant à travers la maquette organisationnelle, le besoin en ressources humaines qualifiées en matière d'AS/JOS (ETP ciblé) pour accompagner les résidents ; - en assurant en tout de la maquette organisationnelle pour optimiser les ressources soignantes en lien avec l'ETP GDE ; - en limitant la rotation du personnel soignant, en particulier le recourt aux CDD ; - en disposant d'un personnel qualifié, ayant une connaissance de la structure et des résidents ; - en recrutant les professionnels HAS en poste soit dans une formation diplômante soit dans un parcours VAE en proposant aux personnels IFAL en poste de s'inscrire dans une formation diplômante ou dans un parcours VAE.	Article L312-3 du CASP Article L312-3 II al 4 du CASP Article D312-155 0 II du CASP Article L312-3 4 du CASP	6 mois	Tableau d'analyse RH à renseigner + documents en complément d'information à besoin	R3 R7 R11	N		Absence de réponse de la structure. La prescription est maintenue
3		Demandeur à l'ensemble des personnels infirmiers en poste de s'inscrire à l'ordre infirmier et l'assurer de l'effectivité de cette inscription.	Article L431-13 du CIP	1 mois	Liste des infirmiers en poste au 01/01/2025. N° d'inscription et preuve de leur inscription à l'ordre infirmier	R8	N		Absence de réponse de la structure. La prescription est maintenue
4		Intégrer dans un document un volet prévoyant les obligations des salariés en matière de signalement de mauvais traitements ou de privations et leur protection quand ils témoignent de mauvais traitements ou privations infligés à une personne accueillie ou relayant de tels agissements.	Article 43A-3 du CIP Article L313-34 du CASP	6 mois	Document mentionnant les dispositions réglementaires relatives aux obligations des salariés en matière de signalement et à leur protection	R2	N		Absence de réponse de la structure. La prescription est maintenue
5		Ne pas les modalités de délégation et de signature du directeur de l'établissement afin qu'elle puisse assurer pleinement le pilotage opérationnel de la structure. La délégation doit notamment permettre de vérifier le partage des responsabilités entre le gestionnaire et le directeur, afin de se mettre en conformité avec la réglementation.	Article D.312-176-5 du CASP	3 mois	Délégation de pouvoirs et signatures	R1	N		Absence de réponse de la structure. La prescription est maintenue
6		Définir la stratégie de la structure en matière de développement et de maintien des compétences en lien avec le recueil des besoins en formation des salariés et les obligations réglementaires qui s'imposent au gestionnaire.  Assurer la sensibilisation régulière à la bientraitance et à la prévention de la maltraitance de l'ensemble des salariés en recrutant annuellement, dans le plan de développement des compétences, une formation relative à ce thème, ceci afin de développer une réflexion collective sur les pratiques professionnelles, la connaissance des conduites à tenir et une culture partagée autour de définitions communes.	L.303-1 CF et L.303-1 CF D.311-19 CASP Article du 30 décembre 2014 relatif à l'attribution de formation aux gens et soins d'urgence BAPF : mise en œuvre d'une stratégie d'adaptation à l'emploi des personnes au regard des populations accompagnées, HAS, 2008 BAPF : missions du responsable d'établissement et au rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, partie II, HAS, 2008	6 mois	Plan de formation prévisionnelle 2025 Incluant des formations de prévention contre la maltraitance et/ou de sensibilisation à la bientraitance et les autres formations obligatoires (sécurité incendie / AICS) / gestion de la douleur ...)	R4 R7	N		Absence de réponse de la structure. La prescription est maintenue

Tableau des mesures définitives  
Recommandations

Date de mise à jour  
des mesures : 14/03/2025

Affaire suivie par : [REDACTED]

Nom établissement : EHPAD BETHANIE

Adresse : 23 RUE DE SAINTIE MARIE

Code postal : 25750

Commune : DESANDANS

Recommandations					
Nb	S	Libellé	Référentiel de bonnes pratiques	Référence rapport E/R	Levée O/N/ Abandonnée
1		Définir et mettre en oeuvre des leviers assurer la continuité effective de la fonction de direction en formalisant un protocole et des plannings d'astreinte diffusés au personnel.	RBPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, 2008	R3	N
2		Inscrire l'infirmier en charge des missions de coordination de l'équipe soignante à une formation spécifique d'encadrement et de management afin de l'outiller pour en assurer la régulation et la supervision ou, si celle-ci a été réalisée, transmettre l'attestation de formation correspondante.	RBPP : qualité de vie en EHPAD - volet 4 : l'accompagnement personnalisé de la santé du résident, HAS, 2012	R9	N
3		Elaborer une procédure formalisée permettant de répondre à l'absentéisme de personnels au sein de l'établissement : - pour les absences programmées d'une part ; - et pour les absences non programmées d'autre part.	O	R6	N
4		Elaborer une fiche de poste pour chaque professionnel de l'établissement afin de fixer clairement les missions et responsabilités de chacun en prenant en compte les recommandations de bonnes pratiques de l'ANESM/HAS. Et Assurer la concordance entre la fiche de poste et le DUD du directeur	RBPP : bientraitance : définitions et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008 partie 2 p.25  RBPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, 2008	R10	N
5		Organiser de manière efficiente la circulation optimisée des décisions et informations significatives prises par la direction, auprès des personnels.	RBPP bientraitance : définition et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008	R1 R2	N

Tableau des mesures définitives  
Recommandations

Date de mise à jour  
des mesures : 14/03/2025  
Affaire suivie par : Caroline GIROD

Nom établissement : EHPAD BETHANIE  
Adresse : 23 RUE DE SAINTE MARIE  
Code postal : 25750  
Commune : DESANDANS

Nb		Libellé	Recommandations				Observations
	B		Référentiel de bonnes pratiques	Référence rapport E/R	Levée O/N/ Abandonnée	Date de la levée	
6		Renforcer, auprès des professionnels intervenant dans le soin, la diffusion et l'application des bonnes pratiques professionnelles en gériatrie, leur harmonisation et consolider l'organisation des soins dispensés en instaurant des réunions de coordination et régulation des équipes soignantes pilotées par le MEDEC et/ou l'IDEC.	RBPP Bientraitance : définitions et repères pour la mise en œuvre – HAS -2008 partie 2 p.25  RBPP : mission du responsable d'établissement et rôle de l'encadrement dans la prévention et le traitement de la maltraitance, HAS, Décembre 2008.	R3	N		Absence de réponse de la structure. La recommandation est maintenue.
7		Disposer d'un organigramme complet de l'ensemble des collaborateurs en poste, en identifiant les liens hiérarchiques et fonctionnels entre les différentes composantes de la structure ainsi que les postes vacants, afin de donner une lisibilité de l'organisation aux personnels permanents ou occasionnels et aux familles.	RBPP bientraitance : définitions et repères pour la mise en œuvre, HAS, 2008	R4	N		Absence de réponse de la structure. La recommandation est maintenue.
8		Formaliser et mettre en œuvre une procédure d'admission et d'accueil pour les nouveaux professionnels afin de faciliter leur intégration et leur adaptation à la population accueillie au sein de l'EHPAD.	RBPP mise en œuvre d'une stratégie d'adaptation à l'emploi des personnels au regard des populations accompagnées, HAS, 2008	R5	N		Absence de réponse de la structure. La recommandation est maintenue.